

Elections en République Démocratique du Congo

Entre espoir et indifférence

BENITA PUNGWE

Félix Tshisekedi n'a qu'un bilan maigre à présenter. Malgré cela, il veut renouveler son mandat. Les tâches sont énormes : le nouveau gouvernement doit ramener la paix dans l'est du pays, développer et rénover les infrastructures et créer davantage de protection sociale. Plusieurs milliers de nouveaux candidats se disputent les 500 places au Parlement. Est-ce que la classe politique du pays va se renouveler ?

A quelques jours des élections en République démocratique du Congo, les rues de la capitale Kinshasa sont encore plus animées que d'habitude. Les passants sont appelés à voter par les nombreuses affiches électorales des candidats à la présidence, à l'Assemblée nationale ainsi qu'aux 26 parlements provinciaux et conseils municipaux. Les partenaires locaux de la Fondation Hanns Seidel (FHS) au Congo informent de leur côté la population de la nécessité d'exercer son droit démocratique.

Une faible participation est attendue

A première vue, l'intérêt pour les élections est énorme : 44 millions de Congolais se sont inscrits sur les listes électorales, ce qui représente 97 pourcents de tous les électeurs. Mais en réalité, l'enthousiasme à voter a diminué depuis le premier scrutin de 2006, car la déception vis-à-vis la classe politique du pays est grande. Si de nombreux Congolais se sont inscrits pour voter, c'est avant tout parce que la carte d'électeur délivrée est le seul document d'identité relativement facile à obtenir. En effet, pourquoi aller voter s'il n'y a pas de réelle perspective d'amélioration ? La FHS se penche sur ces questions dans le cadre de son travail d'éducation politique afin d'augmenter la participation politique de la population.

Le président présente un bilan maigre

Le défi pour Félix Tshisekedi, qui se présente à sa réélection, est de convaincre la population de lui faire confiance pour les cinq années à venir. Son argumentation : il a besoin d'un second mandat pour accomplir son programme d'amélioration de la situation sécuritaire, de prévoyance sociale et de développement des infrastructures. Son bilan est plutôt ambivalent. Les initiatives en faveur de la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que des soins de maternité gratuits, qui doivent constituer un premier pas vers la couverture sanitaire universelle, ont le potentiel d'améliorer la vie de millions de Congolais. Cependant, dans les domaines de l'infrastructure et de la sécurité, les objectifs fixés n'ont pas été atteints. Les représentants de la société civile continuent de déplorer le manque d'infrastructures routières. Depuis son entrée en fonction, la situation sécuritaire s'est détériorée dans l'est du pays, où des groupes rebelles continuent de se battre contre l'armée congolaise pour le territoire. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a atteint un niveau record de sept millions de personnes. En raison de la situation sécuritaire, les personnes déplacées à l'intérieur du pays ainsi que la population des territoires de Rutshuru et de Masisi dans l'est du pays ne pourront pas participer aux élections.

Pas d'unité parmi les porteurs d'espoir

Parmi les candidats de l'opposition, Moise Katumbi, milliardaire, propriétaire d'un club de football et ex-gouverneur de la région minière du Katanga dans le sud-est du pays, est l'homme le plus susceptible de présenter un danger pour Tshisekedi. Il bénéficie du soutien de quatre candidats à la présidence qui ont renoncé à leur candidature en sa faveur. Depuis le début de la campagne électorale, il a été accueilli avec enthousiasme dans de nombreuses provinces, ce qui atténue les doutes quant à sa popularité en dehors de sa province d'origine.

Denis Mukwege, un gynécologue qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2018 pour son engagement en faveur des victimes de viols dans l'est du Congo, mène une campagne plutôt discrète. Il se présente sans son propre parti et devrait avoir du mal à mobiliser les électeurs. Martin Fayulu, le véritable vainqueur des élections de 2018 selon les observateurs indépendants, se présente également, bien qu'il ait d'abord annoncé un boycott des élections pour son parti, avant de se raviser par la suite. Les négociations pour désigner un candidat commun de l'opposition ont échoué, comme la dernière fois en 2018. Avec un seul tour de scrutin - un second tour n'est pas prévu par la suite - les voix pour l'opposition se répartiront donc entre 25 candidats. Cela permet au président sortant d'obtenir plus facilement une majorité relative suffisante pour être réélu.

Des opportunités économiques restent inexploitées

Enfin, les promesses électorales des candidats se ressemblent. En plus de rétablir la paix dans l'est du Congo, une région en proie à la guerre civile depuis plus de vingt ans, tous les candidats à la présidence promettent des projets d'infrastructure et de relancer l'économie. Dans ce pays dont la superficie est six fois supérieure à celle de l'Allemagne, les potentiels sont énormes et restent jusqu'à présent inexploités.

Le Congo est indispensable au développement mondial en termes de climat, de transition énergétique verte et de développement technologique général. Le pays abrite la deuxième plus grande forêt tropicale après l'Amazonie et de nombreuses ressources minérales stratégiques. Parmi de nombreux autres métaux rares, le Congo abrite environ 70 pourcents des réserves mondiales de cobalt, un métal essentiel à la production de batteries pour les voitures électriques modernes. On peut toutefois se demander si le gouvernement du Congo, indépendant depuis 1960, utilisera cette fois son avantage stratégique pour le bien de la population.

Cela explique la nonchalance de la population face aux élections, car elle est tout aussi consciente du potentiel de son pays que de l'attitude égocentrique de ses dirigeants actuels. Parallèlement, quelque 25.000 candidats se disputent les 500 sièges de l'Assemblée nationale. C'est un record qui laisse présager l'émergence d'une nouvelle classe politique.

Mieux vaut se porter candidat

Les efforts de la société civile pour promouvoir la participation politique portent leurs fruits. L'une des missions centrales de la FHS au Congo est d'encourager la participation des citoyens aux processus politiques. Des partenaires locaux de la fondation sensibilisent également la population à participer à tous les niveaux et institutions politiques. Ainsi, plus de 200 Congolaises et Congolais ayant suivi des programmes de formation de la FHS se présentent aux trois niveaux du parlement.

La déception vis-à-vis des politiciens incite les gens à prendre la politique en main. Ils préfèrent se présenter eux-mêmes plutôt que de voter pour la classe politique, qui reste toujours la même. Ils peuvent ainsi se faire entendre en tant que représentants nouvellement élus du peuple.

